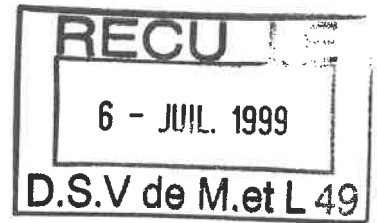


**PREFECTURE DE MAINE-ET-LOIRE**

**DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES,  
DE LA CULTURE ET DE L'ENVIRONNEMENT**  
Bureau de l'environnement

-----  
Installations classées pour la  
protection de l'environnement  
-----



**ARRETE**

**AUTORISATION**

**E.A.R.L. MAUGES'OEUFS  
à BOURGNEUF EN MAUGES**

D3 - 99 - n° 976

**Le préfet de Maine-et-Loire,  
chevalier de la Légion d'honneur,**

Vu la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 20 mai 1953 modifié relatif à la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi précitée ;

*Vu la demande formulée par Mme la Gérante de l'E.A.R.L. MAUGES'OEUFS, demeurant au lieu-dit "La Pastourelle" à BOURGNEUF EN MAUGES, afin d'être autorisée à exploiter un élevage de poules pondeuses d'une capacité de 134 000 équivalents animaux à loger dans deux bâtiments existants et un bâtiment à construire, à la même adresse ;*

Vu les plans annexés au dossier ;

*Vu l'arrêté d'enquête publique à laquelle il a été procédé du mardi 16 février au jeudi 18 mars 1999 inclus sur la commune de BOURGNEUF EN MAUGES ;*

Vu les certificats de publication et d'affichage ;

*Vu les délibérations des conseils municipaux de BOURGNEUF EN MAUGES, SAINTE CHRISTINE et SAINT LAURENT DE LA PLAINE ;*

Vu l'avis du commissaire enquêteur ;

*Vu les avis du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, du directeur départemental de l'équipement, du directeur départemental des services d'incendie et de secours, du chef de centre de l'institut national des appellations d'origine ;*

*Vu le rapport du directeur départemental des services vétérinaires, inspecteur des installations classées, du 18 mai 1999 ;*

.../...

*Vu l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène lors de sa séance du jeudi 3 juin 1999 ;*

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

**Arrête :**

Art. 1er - *Mme la Gérante de l'E.A.R.L. MAUGES'OEUFS, demeurant au lieu-dit "La Pastourelle" à BOURGNEUF EN MAUGES, est autorisée à exploiter un élevage de poules pondeuses d'une capacité de 134 000 équivalents animaux à loger dans deux bâtiments existants et un bâtiment à construire, à la même adresse.*

Art. 2 - Cet élevage constitue un établissement soumis à **AUTORISATION** rangé sous le **n° 2111.1°** de la nomenclature.

Art. 3 - Pour la tenue de son établissement, l'exploitant doit se conformer aux prescriptions ci-après :

1° Implantation et distances

L'élevage est implanté conformément au plan joint à la demande d'autorisation (annexe 1).

*Il comprend deux bâtiments existants de 1365 m2 chacun et un bâtiment à construire de 1820 m2*

Toute transformation de l'état des lieux, toute modification de l'installation et de son mode d'utilisation doivent être portées à la connaissance de la préfecture avant leur réalisation.

L'ensemble des installations de stockage doit être réalisé avant la mise en service de l'élevage.

L'intégration paysagère est favorisée par l'implantation de haies bocagères d'essences locales conformément aux aménagements prévus dans le dossier de demande d'autorisation.

2° Capacité

*La capacité maximale de l'élevage est de 134 000 équivalents animaux (poules pondeuses).*

3° Mode d'exploitation

*Les bâtiments sont équipés d'une ventilation dynamique. Le préséchage des fientes se fait par éventail et le séchage en hangar.*

.../...

Tout changement dans le mode d'exploitation doit être porté à la connaissance de la préfecture.

#### 4° Réseau pluvial

Les eaux pluviales non polluées sont collectées par un réseau particulier. En aucun cas, ce réseau ne doit recevoir les eaux résiduelles des bâtiments ou de la plate forme de lavage du matériel.

Tous les sols des bâtiments, toutes les installations d'évacuation ou de stockage des déjections sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.

Les dispositions de l'alinéa ci-dessus ne s'appliquent pas aux élevages sur litière sèche.

Les murs et cloisons des poulaillers sont imperméables, maintenus en parfait état d'étanchéité, sur toute la hauteur susceptible d'être souillée.

Lorsque les volailles ont accès à un parcours plein-air, un trottoir en béton ou tout autre matériau étanche d'une largeur minimale d'un mètre est mis en place à la sortie des bâtiments fixes.

Un compteur d'eau volumétrique est installée sur la conduite d'alimentation en eau de l'installation.

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien du bâtiment et des annexes et susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées par un réseau d'égout étanche et dirigées soit vers les installations de stockage ou de traitement des eaux résiduelles ou des effluents, soit vers un réseau collectif.

A l'extérieur des bâtiments, l'écoulement à ciel ouvert des eaux résiduelles est interdit.

#### 5° Stockage

Les ouvrages de stockage doivent satisfaire aux prescriptions du deuxième alinéa de l'article 3.4°. Le stockage peut être fait exclusivement à l'intérieur des bâtiments pour les litières sèches. Le déversement dans le milieu naturel des trop pleins des ouvrages de stockage est interdit.

Les ouvrages de stockage permettent de conserver les effluents pendant au moins quatre mois. Ces ouvrages de stockage, lorsqu'ils sont à l'air libre, sont entourés d'une clôture de sécurité efficace.

*Le stockage est assuré dans deux hangars de 1200 m<sup>3</sup> et 960 m<sup>3</sup>, après pré séchage des fientes sur tapis par action d'un éventail en polypropylène, avec répartition des fientes par tapis, maturation et séchage continu des fientes.*

.../...

#### 6° Réduction des émissions d'odeurs

Les émissions d'odeurs provenant de l'élevage ne doivent pas constituer une source de nuisances pour le voisinage. Le système de ventilation est étudié et réalisé de manière à ne pas rejeter l'air vicié du bâtiment en direction des habitations des tiers.

#### 7° Exportation des déjections

*Un contrat de reprise des fientes est passé entre l'E.A.R.L. MAUGES'ŒUFS et la société VIOLLEAU-MAROLLEAU (76), et celle-ci s'engage à reprendre la totalité des fientes produites sur le site de "La Pastourelle".*

*L'enlèvement des fientes s'effectue après un stockage sur le site d'au moins deux mois.*

*L'exploitant tient une comptabilité précisant la quantité et la date des exportations.*

*L'exploitant effectue régulièrement des analyses de fientes déterminant :*

- la teneur en humidité,
- le poids spécifique,
- la teneur en azote.

*Dans le cadre de dénonciation du contrat par l'une ou l'autre partie, l'E.A.R.L. MAUGES'ŒUFS doit trouver une solution de remplacement ; en cas d'impossibilité l'activité de l'élevage sera diminuée ou suspendue.*

#### 8° Sécurité incendie

Les installations électriques sont conformes aux normes en vigueur et maintenues en bon état ; elles sont contrôlées tous les trois ans par un technicien compétent et les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'établissement est muni d'extincteurs adaptés aux risques, permettant de combattre tout début d'incendie. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

La défense contre l'incendie devra être assurée par une réserve naturelle ou artificielle de 1000 m<sup>3</sup> conforme aux dispositions de la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

L'implantation de cette réserve doit être soumise pour avis aux services d'incendie et de secours.

.../...

Il convient de mettre en place un éclairage de sécurité suivant les mesures fixées par l'arrêté du 10 novembre 1976 du ministre du travail.

### 9° Hygiène

L'installation est maintenue en parfait état d'entretien. Les bâtiments sont convenablement ventilés. Lors du vide sanitaire entre deux bandes, les locaux sont nettoyés et désinfectés.

L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs en utilisant des méthodes ou des produits autorisés aussi souvent que nécessaire.

Les produits de nettoyage, de désinfection et de traitement sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel.

### 10° Bruit

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne doit pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer un gêne pour sa sécurité. A cet effet, son émergence doit rester inférieure aux valeurs suivantes :

Pour la période allant de 6 h à 22 h :

Durée cumulée d'apparition du bruit particulier : T	Emergence maximale admissible en dB (A)
T < 20 mn	10
20 mn < T < 45 mn	9
45 mn < T < 2 h	7
2 h < T < 4 h	6
T > 4 h	5

Pour la période allant de 22 h à 6 h :

Emergence maximale admissible : 3 dB (A) à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

L'émergence est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent  
Leq.

.../...

L'émergence due aux bruits générés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- en tous points de l'intérieur des habitations riveraines occupées par des tiers, ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées

- le cas échéant, en tous points des abords immédiats (cour, jardin, terrasse) de ces mêmes locaux.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier répondent aux dispositions du décret n° 69-380 du 18 avril 1969).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

#### 11° Cadavres

Les animaux morts sont stockés en attente de leur enlèvement dans une enceinte à température négative.

Le brûlage à l'air libre des cadavres est interdit. Leur élimination est réalisée selon les modalités prévues par le code rural.

#### 12° Déchets d'emballage

Les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballage de l'établissement sont le recyclage ou la valorisation. A cette fin l'exploitant peut :

- procéder lui-même à leur valorisation dans des installations agréées conformément au décret du 13 juillet 1994 ;
- les céder par contrat à l'exploitant d'une installation agréée ;
- les céder par contrat à un intermédiaire régulièrement déclaré auprès du préfet.

Art. 4 - Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise est affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

.../...

Art. 5 - Dispositions générales concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs :

En aucun cas, ni à aucune époque, les conditions précitées ne peuvent faire obstacle à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs ni être opposées aux mesures qui peuvent être régulièrement ordonnées dans ce but.

Art. 6 - Une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie de BOURGNEUF EN MAUGES et un extrait, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la porte de ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par le maire de BOURGNEUF EN MAUGES et envoyé à la préfecture.

*Art. 7 - Un avis, informant le public de la présente autorisation, est inséré par les soins de la préfecture et aux frais de Mme la Gérante de l'E.A.R.L. MAUGES'OEUFS dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.*

*Art. 8 - Le texte complet du présent arrêté peut être consulté à la préfecture, à la sous-préfecture de CHOLET et dans les mairies de BOURGNEUF EN MAUGES, SAINTE CHRISTINE et SAINT LAURENT DE LA PLAINE.*

Art. 9 - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de CHOLET, le maire de BOURGNEUF EN MAUGES, les inspecteurs des installations classées et le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le 30 juin 1999

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général de la préfecture

Pour ampliation,  
Le secrétaire administratif délégué

  
Monique HEULIN

Nicolas QUILLET

Délai et voie de recours : Conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi du 19 juillet 1976, la présente décision qui est soumise à un contentieux de pleine juridiction peut être déférée au tribunal administratif de NANTES. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence du jour de la notification de la présente décision. Ce délai est de quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de l'arrêté.

S'agissant d'un recours de plein contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire. Il doit être introduit soit devant l'auteur de l'acte (recours gracieux), soit devant le supérieur de l'auteur de l'acte (recours hiérarchique) dans les conditions définies par l'article R 102 du code des tribunaux administratifs.

